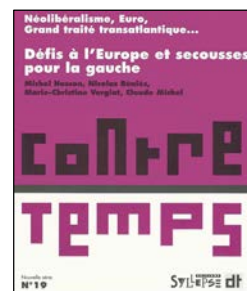


La « sortie sèche » de l'euro : une triple erreur stratégique

Michel Husson, *ContreTemps* n°19, 2013



En faisant de la sortie de l'euro la condition préalable à toute politique alternative, les partisans de gauche d'une telle orientation commettent une triple erreur stratégique qui va au-delà de l'évaluation de ses effets économiques.

1. une « sortie sèche » de l'euro donnerait à la finance internationale une arme redoutable, celle de la spéculation contre la « nouvelle » monnaie, et reviendrait à se priver d'emblée d'un moyen de pression décisif dans le bras de fer avec les institutions européennes. La sortie de l'euro devrait être utilisée comme une menace dans la construction du rapport de forces.
2. faire de la sortie de l'euro l'axe principal du discours politique équivaut en pratique à renoncer à tout projet de refondation de l'Europe. La légitimité d'une stratégie de rupture unilatérale avec le carcan eurolibéral devrait s'appuyer sur un projet coopératif pour l'Europe.
3. l'inversion des fins (une autre politique) et des moyens (sortir de l'euro) rend très difficile une démarcation nette du positionnement du Front national. Il faudrait dire quelle alternative serait rendue possible par une sortie de l'euro.

C'est principalement cette dimension stratégique que cet article se propose d'aborder¹.

Un diagnostic partagé

Avec le recul du temps et l'expérience de la crise, on mesure mieux à quel point la création de l'euro a été, compte tenu de ses modalités, une catastrophe pour les peuples européens et pour l'idée même d'Europe. Par définition, la monnaie unique rend impossible tout ajustement du taux de change, mais aucun mécanisme de transfert n'a été prévu : budget limité, interdiction faite à la BCE de financer les déficits des Etats membres, etc. Dans ces conditions, un mécanisme infernal est déclenché à partir du moment où les taux d'inflation se mettent à diverger. Et c'était inévitable compte tenu des différences structurelles entre les économies de la zone euro (même si personne n'avait vraiment pointé ce problème). Dès lors, l'inflation plus élevée dans les pays du Sud de l'Europe conduit à des pertes de compétitivité que rien ne permet de contrôler. Le choc de la crise a pour effet de couper le robinet des entrées de capitaux qui permettaient de compenser les déficits commerciaux du Sud, et l'interdiction de financer les déficits publics par la ou les Banques centrales fait éclater la crise des dettes souveraines². Enfin, sous cette crise spécifique des dettes se profile une crise plus « classique » de la rentabilité qui accentue la divergence des économies nationales à l'intérieur de cette « Union » économique et monétaire³.

Cette situation est inextricable puisque tous les outils qui permettraient de la gérer sont en quelque sorte anti-constitutionnels. La voie choisie par les institutions européennes et les gouvernements de la zone a pu concéder quelques entorses aux préceptes eurolibéraux, mais elle s'est très vite orientée vers une thérapie de choc. Celle-ci est apparemment « absurde » ou « irrationnelle », voire « analphabète » (*illiterate*), puisque l'austérité budgétaire fabrique de la récession, du chômage, et du déficit public. C'est sur ce point que porte la critique

¹ Cet article s'appuie sur diverses contributions antérieures et se situe dans la même logique que les contributions récentes de [Benjamin Coriat et Thomas Coutrot](#) (« Crise européenne: un retour vers le futur est-il vraiment indispensable ? », juillet 2013), ou de [Pierre Khalfa](#) (« Le monde enchanté de la monnaie commune. A propos d'un article de Frédéric Lordon », août 2013).

² Voir Michel Husson, « [Economie politique du système-euro](#) », *Inprecor* n°585/586, août-septembre 2012.

³ Voir Michel Husson, « [Le taux de profit dans la zone euro](#) », *note hussonet* n°57, 1er février 2013.

« keynésienne » qui est parfaitement fondée, mais passe à côté de la rationalité de cette politique qui vise un autre objectif : réduire le coût du travail, démanteler les systèmes de protection sociale et de négociation collective, et en dernière instance rétablir le taux de profit. Cette thérapie de choc fait évidemment des dégâts profonds et durables, même du point de vue du capital européen, car les entreprises européennes pâttissent de la récession, prennent du retard en termes d'investissement, etc. Il n'empêche que cette stratégie de passage en force, d'une grande violence sociale, est consciemment et délibérément adoptée par les institutions européennes et le capital financier qu'elles représentent : l'occasion donnée par la crise était trop belle.

Dilemme à gauche

Il existe donc un assez large consensus autour de deux idées :

« Si l'on avait voulu construire une zone monétaire commune, il aurait fallu choisir une autre méthode que celle qui a été adoptée pour l'UEM, et on préférerait certainement un autre point de départ que la situation actuelle de la zone euro » (Mario Nuti⁴).

« La monnaie unique et la quinquennalité institutionnelle et juridique qui la soutient (Banque centrale indépendante, pacte de stabilité) interdisent toute politique s'attaquant à la fois au creusement des inégalités et à la confiscation de la souveraineté par une classe dominante subordonnée aux exigences de la finance » (Serge Halimi⁵).

A partir de ce constat, deux positions sont logiquement possibles : la refondation ou la sortie. Il s'agit bien d'orientations stratégiques, et non de pronostics sur la trajectoire de la zone euro. Les projets de refondation de l'euro offrent un très large éventail de propositions et partagent en gros le même objectif : sortir de la crise, avec les traits spécifiques qu'elle prend en Europe, en changeant les règles du jeu, de manière à préserver ce qu'il est convenu d'appeler le modèle social européen. Le degré de radicalité de ces projets peut varier mais toutes ces propositions se heurtent à une même critique : elles supposent un accord minimal des gouvernements européens qui semble totalement hors de portée. Ceux qui les soutiennent sont alors baptisés « européistes », et taxés d'angélisme parce qu'ils sous-estiment l'état actuel des rapports de force et le poids dominant de la finance.

L'autre position est d'une parfaite logique binaire : puisque l'euro a conduit à de tels désastres, il faut et il suffit d'en sortir. Outre la possibilité retrouvée d'ajuster les taux de change et de financer les déficits en dehors des marchés financiers, d'autres arguments sont mobilisés en sa faveur : la dévaluation permettrait non seulement de rétablir la compétitivité mais aussi de permettre que la lutte des classes retrouve son périmètre « naturel », celui de la nation.

Il faut absolument sortir de ce faux dilemme parce qu'il fait obstacle à la recherche d'une stratégie européenne pour la gauche. Et c'est d'autant plus vrai que la « sortie sèche » de l'euro soulève toute une série de difficultés que ses partisans minimisent.

Les apories de la sortie de l'euro

Il y a deux grands arguments économiques contre une « sortie sèche » de l'euro. Le premier est celui de la dette : libellée en euros, son montant augmenterait à proportion du taux de dévaluation de la nouvelle monnaie. Si le 'franc' dévaluait par exemple de 25 %, le poids réel de la dette serait accru de 25 %. Cet argument, avancé par les économistes du PCF⁶ a déchaîné

⁴ D. Mario Nuti, « [The Euroarea: Premature, Diminished, Divergent](#) », August 2013.

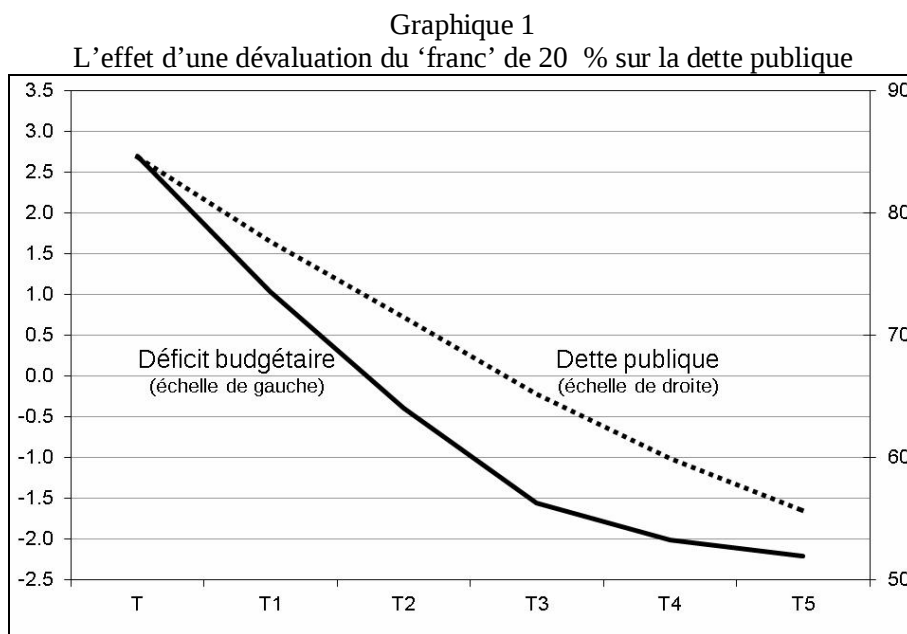
⁵ Serge Halimi, « [Stratégie pour une reconquête](#) », *Le Monde diplomatique*, septembre 2013.

⁶ Paul Boccara et alii, « [Contre l'austérité en Europe, luttons pour un autre euro](#) ! », *L'Humanité*, 13 Juin 2013.

l'ire de Jacques Sapir dans une riposte quasi-immédiate à leur tribune⁷. Se faisant juriste, il invoque « un fait de droit international » : la majeure partie (85 %) de la dette française est émise « dans des contrats de droit français [qui] stipulent que la dette sera remboursée dans la monnaie ayant cours dans notre pays ». Mais cette foi dans le droit international relève du même angélisme qui est reproché aux « européistes » : Sapir et Lordon (qui reprend l'argument) croient-ils vraiment que les créanciers se plieront sans protester à ce qui équivaldrait à une annulation de 25 % de la dette française ?

L'autre argument avancé par les économistes du PCF consistait à dire que la sortie de l'euro et la dévaluation de la nouvelle monnaie se passeraient « dans un contexte de spéculation déchaînée ». Sapir le rejette avec la même vigueur en soutenant qu'un « contrôle des capitaux des plus stricts » suffirait à éloigner cette menace. Peut-être pourrait-on ici conseiller à Sapir « d'aller d'urgence suivre des cours » comme il le suggère élégamment à ses contradicteurs. Il se trouve en effet qu'un contrôle des capitaux, même « des plus stricts » peut empêcher les capitaux de sortir mais ne saurait les forcer à entrer. L'expérience récente vécue par les pays du Sud de l'Europe est justement que l'effet de la crise a été aggravé par le refus des capitaux de continuer à financer leur déficit. Il en serait exactement de même pour la France qui sortirait de l'euro avec un déficit commercial de 60 à 70 milliards d'euros.

Cette première discussion permet aussi de constater que les partisans de gauche de la sortie n'abordent pas de la même manière la question centrale de la dette publique. On a vu que, pour Sapir, la dévaluation ne concernerait que 15 % de la dette, en raison de son argument juridique évoqué plus haut. Pour lui, la charge de la dette sera rapidement dégonflée grâce au spectaculaire surcroît de croissance engendré par la dévaluation (on reviendra sur ce point plus bas). Le déficit budgétaire serait annulé en deux ans puis se transformerait en excédent, tandis que la dette passerait de 90 % du Pib à 56 % en cinq ans (graphique 1). Bref, la dévaluation dégonflera la dette publique et voici pourquoi la question de son annulation ne se pose pas.



En % du PIB. Source : Jacques Sapir, « [L'impact d'une sortie de l'Euro](#) ».

⁷ Jacques Sapir, « [Quand la mauvaise foi remplace l'économie : le PCF et le mythe de "l'autre euro"](#) », 16 juin 2013.

Costas Lapavitsas, un autre promoteur de la sortie de l'euro, raisonne tout autrement. Dans sa contribution au livre coordonné par Cédric Durand (*En finir avec l'Europe*), il écrit ceci : « La dévaluation de la monnaie serait accompagnée d'une cessation de paiement et d'une restructuration de la dette publique. Pour empêcher l'effondrement du système financier, la nationalisation des banques serait indispensable, ce qui aboutirait à la création d'un service public bancaire. Il faudrait également imposer des contrôles pour empêcher la fuite des capitaux. Enfin, pour soutenir la croissance et l'emploi, la propriété publique devrait s'étendre dans une série de secteurs clés de l'économie, notamment les services collectifs, le transport et l'énergie. Sur cette base, il deviendrait possible de développer une politique industrielle qui mobiliserait les ressources et les crédits publics. »

On dispose ici d'un clair programme de rupture qui établit le lien nécessaire entre l'annulation de la dette et la possibilité même de mener une autre politique. Le problème est que Lapavitsas n'explique pas pourquoi la sortie de l'euro serait la condition préalable à une telle rupture. Et surtout, il ne répond pas à cet argument majeur : en sortant de l'euro, la France, la Grèce ou un autre pays, offrirait aux marchés financiers un moyen de pression extraordinaire à travers la spéculation sur la nouvelle monnaie qui enclencherait un cycle inflation/dévaluation venant saboter toute velléité de politique alternative. Il y a là une première erreur stratégique majeure, sur laquelle les partisans de la sortie de l'euro ne donnent aucun début de réponse.

Les effets magiques de la dévaluation

L'un des théorèmes des partisans de la sortie de l'euro est que celle-ci est « une condition nécessaire et même une condition indispensable à la mise en place d'une politique alternative mais une condition nullement suffisante et qui ne saurait remplacer la volonté politique⁸. » Jacques Sapir a ici le mérite de souligner que la sortie de l'euro n'a de sens que si elle s'accompagne de « changements de politique macroéconomique et institutionnels » tels que « mesures protectionnistes, réindustrialisation, définanciarisation partielle de l'économie française, mise en place d'un contrôle sur les revenus et les prix visant à orienter l'évolution du partage de la valeur ajoutée ». Ces mesures vont effectivement à l'encontre de la logique eurolibérale, mais pourquoi, encore une fois, serait-il impossible de les prendre unilatéralement et en quoi seraient-elles rendues plus faciles par une sortie de l'euro ?

Reste la dévaluation. Jacques Sapir propose un exercice d'évaluation⁹ selon lequel une dévaluation de 20 % du 'franc', permettrait à la France d'atteindre une croissance de l'ordre de 5 %, tandis que le chômage baisserait de 1,5 millions en cinq ans (tableau 1).

Tableau 1
Effet d'une dévaluation du 'franc' de 20 % en 2013 selon Jacques Sapir

	Taux de croissance	Taux de chômage	Nombre de chômeurs en milliers
2013			3135,93
2014	4,60%	9,49 %	2777,86
2015	6,40%	7,70 %	2269,85
2016	5,75%	6,45 %	1915,38
2017	4,56%	5,68 %	1696,68
2018	2,16%	5,51 %	1658,36

Source : Jacques Sapir, « [L'impact d'une sortie de l'Euro sur l'économie française et le chômage](#) ».

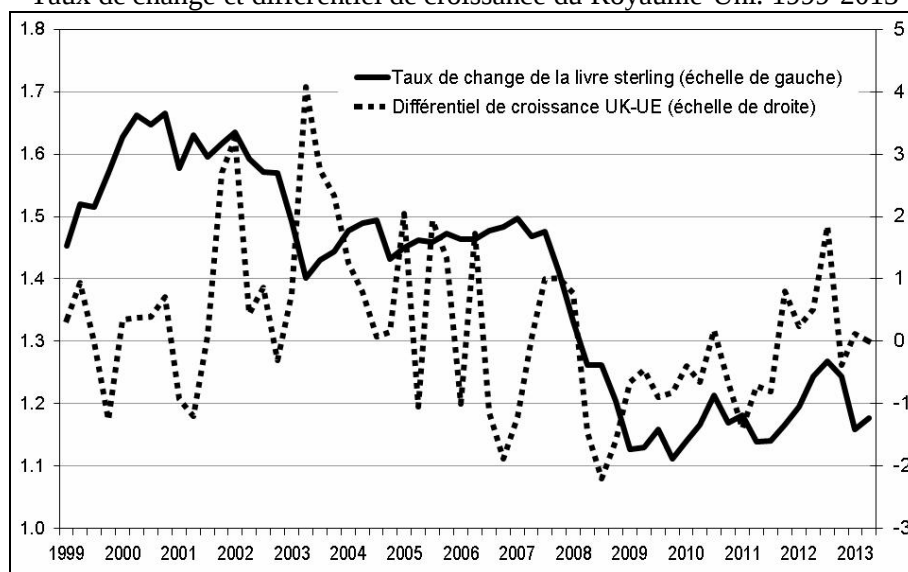
⁸ Jacques Sapir, [S'il faut sortir de l'Euro](#), Document de travail, 6 avril 2011.

⁹ Jacques Sapir, « [L'impact d'une sortie de l'Euro sur l'économie française et le chômage](#) », mars-avril 2013.

Ces résultats, nous dit-on, sont obtenus avec un modèle « qui est pour l’instant plus une maquette qu’un modèle complètement développé », inspiré d’un « travail réalisé par Gérard Lafay et Philippe Murer ». Or, ces chiffres extravagants tranchent avec tout ce que l’on peut trouver dans la littérature économique. Ainsi une étude de l’Insee fournit ce calibrage : « d’après les modèles macroéconométriques, une appréciation permanente de 10% de l’euro par rapport aux autres devises se traduirait à court terme par un recul significatif de la croissance économique en France, de l’ordre de 0,5 point par an les trois premières années¹⁰ ». Une appréciation de 20 % ferait donc perdre un point de croissance mais, selon Sapir, une dévaluation de 20 % en ferait gagner cinq fois plus. Il a évidemment le droit de produire d’autres résultats que ceux de l’Insee, mais on aimerait comprendre comment fonctionne cette « maquette » qui donne des résultats aussi différents. Or, aucune référence n’est fournie, contrairement aux règles minimales d’une démarche scientifique. En y dérogeant, Sapir prend le risque de déconsidérer, non seulement sa démonstration, mais l’ensemble de l’économie hétérodoxe.

Ces chiffres exhibés à la virgule près montrent aussi que l’on ne sort pas d’une croyance aveugle dans une croissance miraculeuse dont l’économie française, et celles d’autres pays européens, ne seraient privées qu’en raison de leur appartenance à l’euro. Or, la réalité concrète ne confirme pas les calculs de coin de table de Sapir. Le Royaume-Uni ne fait pas partie de l’euro et a donc pu agir sur son taux de change : la livre sterling valait environ 1,5 euros avant la crise puis elle a baissé au voisinage de 1,2 euros, soit une dévaluation de 20 %. Mais on ne voit aucun effet de cette dévaluation sur la croissance¹¹ (graphique 2).

Graphique 2
Taux de change et différentiel de croissance du Royaume-Uni. 1999-2013



Source : Eurostat

¹⁰ Franck Cachia, « [Les effets de l’appréciation de l’euro sur l’économie française](#) », Insee, *Note de conjoncture*, juin 2008.

¹¹ On peut même se distraire avec un peu d’économétrie, et tester une équation qui relie le taux de croissance du Royaume-Uni (txUK) à celui de l’Union européenne (txUE) et au taux de change de la livre sterling par rapport à l’euro (TC). On obtient $txUK = 0,92 txUE + 2,94 TC$. La qualité de l’équation est raisonnable ($R^2=0,783$ et coefficients significatifs) mais elle montre paradoxalement qu’une baisse du taux de change de la livre est corrélée avec un moindre taux de croissance par rapport à l’UE.

Le cycle dévaluation/inflation et la répartition des revenus

Modifier le partage de la valeur ajoutée, comme le propose Sapir, est certes un levier indispensable de toute politique alternative. Mais cet objectif est difficilement compatible avec les effets d'une dévaluation. Pour que la sortie de l'euro ne débouche pas sur « des processus d'inflation forte et autoentretenu », Sapir prévoit « un blocage temporaire (3 mois) des prix et des salaires, et la constitution d'une 'Conférence Nationale sur les Rémunérations' avec le gouvernement, les syndicats et le patronat pour négocier les conditions de sortie du blocage¹² ».

Un tel blocage porte un nom : austérité salariale. Et elle n'aurait aucune raison de cesser au bout de trois mois, parce que le cycle inflation/dévaluation serait durablement enclenché, bien au-delà d'un blocage « temporaire ». Jacques Sapir le reconnaît lui-même : « on ne saurait éviter une inflation structurelle importante (de l'ordre de 4% à 6%) [qui] imposera des dévaluations régulières (tous les ans ou tous les 18 mois) ». De plus, il faut y insister, ce cycle ne serait pas seulement engendré par des facteurs internes (le rapport entre salaires et profits) mais constamment entretenu par la spéculation contre la monnaie.

Monnaie commune ou sortie de l'euro : les oscillations de Lordon

Dans son article d'été¹³, Lordon se moque des « indigentes trouvailles du concours Lépine européen » et notamment l'idée d'euro-obligations, inapplicable parce que l'Allemagne aurait à payer un taux d'intérêt plus élevé sur sa dette. Un peu plus loin, il reprend l'idée d'une « monnaie commune », autrement dit d'un système monétaire combinant un euro externe et des euros nationaux (euro-franc, euro-peseta, etc.). Ces euros nationaux auraient des parités fixes mais qui pourraient être réajustées. Ce système aurait selon Lordon le mérite d'échapper à toute spéculation, mais on peut en douter. Imaginons que l'Espagne retrouve comme avant la crise un déficit commercial de 8 ou 9 % : d'où viendront, et à quelles conditions, les capitaux nécessaires au financement de ce déficit ? Ou bien faut-il que tous les pays participant à la « monnaie commune » aient une balance commerciale strictement équilibrée ? La question est technique, mais il en est une, beaucoup plus politique, qui fait que ce projet pourrait lui aussi trouver sa place au musée du concours Lépine. Par quel miracle, en effet, l'Allemagne accepterait-elle l'appréciation de sa monnaie et les dévaluations d'autres pays, et selon quels critères « la négociation inter-étatique » réussirait-elle à « s'accorder une nouvelle grille de parités » ?

La monnaie commune réintroduirait le jeu des dévaluations compétitives qui permettent de rogner des parts de marché sur les voisins. Comment croire que cette concurrence puisse être durablement réglée par la « négociation » même en supposant que ce processus se mène à l'abri des pressions de la finance ? La viabilité d'un tel modèle implique un degré de coordination au moins égal à celui que les anti-européistes jugent totalement hors de portée.

Lordon postule finalement le même degré de consensus et de renonciation aux intérêts nationaux, qu'il ridiculisait quelques lignes plus haut. Il aimerait quand même y croire, mais n'y réussit pas vraiment, et il en fait assez clairement l'aveu dans son interview croisée avec Emmanuel Todd : « c'est peu dire que, revenus aux monnaies nationales, l'énergie politique manquerait pour repartir vers une nouvelle construction monétaire collective. Mais, personnellement, je ne veux pas abandonner l'idée de penser quelque chose qui dépasse le périmètre des nations présentes, même si c'est pour des horizons temporels éloignés¹⁴ ».

¹² Jacques Sapir, [S'il faut sortir de l'Euro](#), déjà cité.

¹³ Frédéric Lordon, « [Sortir de l'euro, mais comment ?](#) », *Le Monde diplomatique*, août 2013.

¹⁴ Frédéric Lordon et Emmanuel Todd, « [Les intellectuels vont devoir parler au peuple](#) », *Marianne.net*, 6 Juillet 2013.

Tout cela est donc renvoyé aux calendes grecques, à regret, mais avec une clause assez surprenante : « ne seraient admis dans cette nouvelle Europe économique et monétaire que des pays dont le salaire moyen ou minimum n'est pas inférieur à 75 % - ou quelque autre seuil à déterminer - de la moyenne des salaires moyens ou minimums des autres Etats membres¹⁵ ». Lordon ne semble pas très à l'aise avec les statistiques sociales : entre le salaire moyen et le salaire minimum, il y a une petite différence (surtout dans les pays où le salaire minimum n'existe pas). Quant à la moyenne des autres Etats membres, comment la calculer quand il n'y en a encore aucun ?

Le plus simple est encore de prendre le PIB par tête et on s'aperçoit alors que les écarts à l'intérieur de l'Union européenne sont très importants : entre la Bosnie-Herzégovine et l'Autriche, le rapport est de 1 à 4,6 (tableau 2). En appliquant le seuil suggéré de 75 %, on constate que la Norvège, la Suisse et l'Islande pourraient candidater. En revanche, ne seraient pas admis les quelques pays suivants : République tchèque, Slovaquie, Grèce, Portugal, Lituanie, Estonie, Pologne, Hongrie, Lettonie, Croatie, Turquie, Roumanie, Bulgarie, Monténégro, ex-Macédoine, Serbie, Albanie, Bosnie-Herzégovine, soit environ un tiers de la population européenne. On serait ainsi débarrassé de la majorité des « pouilleux », priés de mettre en place, par leurs propres moyens, des « modèles socioproductifs » dignes de l'Europe nouvelle.

Tableau 2
PIB par habitant en 2012, Zone euro = 100

<i>Pays admis</i>		<i>Pays non admis</i>	
Luxembourg	251	République tchèque	73
Norvège	181	Slovaquie	69
Suisse	148	Grèce	69
Autriche	121	Portugal	69
Irlande	119	Lituanie	65
Pays-Bas	119	Estonie	63
Suède	119	Pologne	61
Danemark	116	Hongrie	61
Allemagne	112	Lettonie	57
Belgique	110	Croatie	56
Finlande	106	Turquie	52
Islande	104	Roumanie	45
Royaume-Uni	102	Bulgarie	44
France	100	Monténégro	39
Italie	91	ex-Macédoine	32
Espagne	90	Serbie	32
Chypre	84	Albanie	28
Malte	80	Bosnie-Herzégovine	26
Slovénie	76		

En standards de pouvoir d'achat. Source : [Eurostat](#).

Bref, Lordon penche finalement du côté de la « sortie sèche », même s'il semble le déplorer. Il y a là le symptôme d'une oscillation non maîtrisée entre deux orientations stratégiques contradictoires. Comment en effet dire un jour qu'il faut construire une monnaie commune et le lendemain qu'il faut sortir de l'euro ?

¹⁵ Frédéric Lordon, « [Sortir de l'euro, mais comment ?](#) », déjà cité.

Comment se démarquer du Front national ?

Le FN fait de la sortie de l'euro l'axe central de son programme politique et cette proximité fait évidemment problème. Il faut poser cette question en se gardant de tout amalgame, mais il faut la poser. Et ne pas s'en tenir à cette objection facile : après tout, le FN avait appelé à voter non au Traité constitutionnel européen, et cela n'avait pas conduit la gauche radicale à voter oui ou à s'abstenir. Cependant ce parallèle ne fonctionne pas, car le « non de gauche » mettait en avant un autre projet pour l'Europe. Les partisans de gauche de la sortie de l'euro ont au contraire renoncé à ces illusions « européistes » et nous invitent à « en finir avec l'Europe » pour reprendre le titre malencontreux d'un ouvrage collectif¹⁶.

Force est de constater que les tentatives de démarcation et de délimitation vis-à-vis du FN sont d'une grande faiblesse, pour une raison de fond sur laquelle il faut insister au préalable. Tout projet cohérent de transformation sociale propose des objectifs et définit les moyens d'y parvenir. Le discours de gauche sur la sortie de l'euro commet une faute très grave, qui consiste à inverser les fins et les moyens. La sortie de l'euro est présentée comme une condition préalable qui permet d'envisager ensuite plusieurs projets alternatifs. Dans ces conditions, il devient très difficile de se démarquer du programme du Front national.

Ce point est bien illustré par la manière dont Sapir¹⁷ commente le plan de sortie de l'euro du Front national. Il n'y trouve « rien de scandaleux » et c'est plutôt son « amateurisme » qu'il entend dénoncer. Ses critiques portent essentiellement sur ses modalités de mise en œuvre : nécessité d'un contrôle des capitaux et des changes, instauration de « vacances bancaires et financières », voire « suspension temporaire de toutes les transactions transfrontières ». Il manque au projet du FN des mesures comme la création d'un « pôle public du crédit », d'un autre pôle destiné au financement des PME/PMI, ou encore la séparation des banques. Il manque aussi la réindustrialisation et la définanciarisation. Sur ce dernier point, « le programme du Front national est trop timoré ou pour le moins ambigu ». Conclusion : « en l'état, ce programme ne constitue pas une véritable alternative, ce qui bien entendu ne veut pas dire qu'une telle alternative ne soit pas possible ».

Ce ton relativement serein tranche avec la réponse, déjà évoquée, du même Sapir au texte des économistes du PCF. Certes, cet appel à une « bonne Europe » était dépourvu de toute perspective stratégique, mais Sapir l'attaque avec une étonnante violence, parlant d'un article « d'une rare nullité » et d'un « discours d'aplatissement complet devant Bruxelles et la BCE »¹⁸.

Frédéric Lordon est évidemment conscient et probablement un peu gêné du voisinage avec les thèses du FN sur la question de l'Europe. Il a récemment publié sur son blog un texte dont le titre pourrait laisser penser qu'il va expliquer en quoi les projets diffèrent¹⁹. L'article ouvre sur quelques accusations rhétoriques adressées à la gauche critique qui « sous couleur de ne pas donner prise aux accusations de 'repli national' [aurait] laissé tomber de fait toute idée de mettre quelque entrave que ce soit au libre-échange ». Lordon lui suggère « de songer à quelques contre-mesures, manière de retourner contre le FN ses propres procédés ».

¹⁶ Cédric Durand (sous la direction de), *En finir avec l'Europe*, Paris, La Fabrique, 2013.

¹⁷ Jacques Sapir, « [La sortie de l'euro en mode FN, un plan incohérent](#) », *Marianne.net*, 21 février 2011.

¹⁸ Selon Sapir, les auteurs de ce texte « ne sont pas simplement de mauvais économistes mais sont aussi d'une mauvaise foi remarquable [ils] jouent sur la méconnaissance de leurs lecteurs, et cherchent à provoquer un effet de peur afin d'écarter toute discussion sérieuse sur une sortie de l'Euro. C'est bas, et c'est lamentable ! » Ou encore : ils « n'ont pas seulement commis un mauvais coup contre les peuples de France et des pays de l'Europe du Sud, ils ont, par les inexactitudes et faussetés répétées que cet article contient, déshonoré le nom d'économiste qu'ils se donnent à des fins de pur et simple propagande ».

¹⁹ Frédéric Lordon, « [Ce que l'extrême droite ne nous prendra pas](#) », 8 juillet 2013.

On s'attend alors à ce que Lordon éclaire la lanterne de la gauche critique en lui donnant quelques exemples de ces mesures susceptibles d'établir une ligne de démarcation claire entre les différentes conceptions de la sortie de l'euro. Mais il se met à parler d'autre chose en montrant que l'immigration n'est pas une cause du chômage et qu'il faut régulariser les sans-papiers. Fort bien, et chacun sait que c'est ce que dit la gauche radicale depuis plusieurs décennies. Mais Lordon réussit cette prouesse de l'accuser de n'avoir « pas même fait l'effort » de s'attaquer à cette question de l'immigration et de la régularisation, « par un effet de tétanie aussi navrant que caractéristique ». On croit rêver !

Dans un entretien avec Lordon²⁰, Emmanuel Todd énonce « la priorité pour la gauche française » qui serait « de construire un discours fort sur la nation, de réinventer une vision de gauche de la nation qui balaye la nation ratatinée du FN ». Et il précise ainsi l'objectif : « Nous, Français, avons besoin de nous retrouver entre nous, avec nos bonnes vieilles luttes des classes, avec notre fantastique diversité culturelle, avec notre Etat, et notre monnaie. Nous devons tirer de nos traditions et de notre histoire ce qu'il faut pour nous en sortir ».

Cette formule de Todd sur « nos bonnes vieilles luttes de classes » reprend un thème récurrent : la nation serait l'espace adéquat pour mener une lutte des classes « libre » et « non faussée » par la mondialisation. Mais c'est doublement absurde : d'abord, parce que la lutte des classes s'est déplacée à un niveau transnational, partout dans le monde et pas seulement dans la zone euro, et en raison d'une internationalisation du capital qui ne serait pas rayée d'un trait de plume par la sortie de l'euro. Ensuite, parce que celle-ci ne pourrait se faire que sous la forme d'une rétraction du capital sur le capital national : l'intérêt national serait invoqué pour justifier le blocage des salaires et des budgets sociaux, nécessaire à la défense de notre « bonne vieille » monnaie.

Se recentrer sur l'espace national pour mieux rebondir ?

Cette « ruse de la raison internationaliste » est ainsi justifiée par Cédric Durand dans le livre qu'il a coordonné : « Tandis que les classes dominantes sont puissamment organisées et coordonnées à l'échelle européenne (et plus largement internationale), les mouvements sociaux et les organisations de gauche demeurent fragmentés géographiquement, profondément ancrés dans les rythmes de leurs espaces nationaux. Ne disposant pas de leviers institutionnels pour investir le champ stratégique européen, les salariés n'influent d'aucune manière l'agenda intégrationniste qui ne peut de ce fait leur être que défavorable. Il faut donc rechercher une forme de rupture avec l'UE ce qui implique, mécaniquement, d'en venir à un recentrage - au moins temporaire - sur un espace national de définition des politiques économiques et sociales. »

Cette position n'implique d'ailleurs pas que son auteur soit en faveur de la sortie de l'euro puisqu'il écrit aussi ceci : « L'abandon de l'euro est alors présenté comme LA solution : le réajustement des taux de change est censé résorber les différences de compétitivité et favoriser un redémarrage de l'activité. Une telle logique de repli national, même lorsqu'elle ne s'inscrit pas dans la logique xénophobe des droites extrêmes, est dangereuse car elle tend à substituer les oppositions entre les peuples aux conflits de classes. » Le rapprochement de ces deux citations suffit à souligner une certaine absence de cohérence, qui reflète en fin de compte la cacophonie des diverses contributions rassemblées dans *En finir avec l'Europe*.

²⁰ Frédéric Lordon, Emmanuel Todd, « [Les intellectuels vont devoir parler au peuple](#) », déjà cité.

On peut être d'accord avec le point de départ : la lutte des classes au niveau européen est inégale. Mais Cédric Durand commet l'erreur décisive de suggérer que le recentrage sur l'espace national permettrait à lui seul d'abolir le « champ stratégique européen ». Il n'en est rien et tout recentrage ou rupture avec l'UE n'aurait de sens que s'il était mis à profit pour peser sur le champ européen à partir d'une stratégie d'extension. C'est toute la différence entre une stratégie de repli et une stratégie de rupture.

Le repli repose sur une hypothèse de découplage immédiat et total entre le champ national et le champ européen qui permettrait d'abolir les pressions extérieures. C'est bien ce que théorise Cédric Durand quand il écrit que « L'Europe n'est pas la question principale pour les gauches sociales et politiques. Leur problème n'est pas de prendre en charge une solution pour l'UE. L'essentiel est de repartir de ce qui est premier dans la crise économique - le chômage de masse ». Une telle posture n'est pas critiquable en tant que « repli national » - et on pourrait s'épargner toutes ces pénibles dissertations sur le concept de nation - mais parce que l'hypothèse sur lequel elle repose est fautive. Abandonner le champ stratégique européen ou prétendre s'en être libéré ne peut conduire qu'à des involutions nationalistes si le volet d'extension est absent.

Pour être cohérent, un programme de gauche de sortie de l'euro devrait être structuré de la manière suivante. D'abord énoncer les objectifs, par exemple : un changement radical dans la répartition des revenus. Ensuite démontrer que cet objectif ne peut être atteint sans sortir de l'euro. Et enfin faire campagne autour d'un slogan qui pourrait être : « sortons de l'euro pour faire payer les riches ». Mais le discours des partisans de gauche de la sortie de l'euro ne fait pas la démonstration de sa nécessité, ne dit pas ce qu'elle rendrait possible, et débouche finalement sur ce slogan : « pour sortir de la crise, sortons de l'euro ». La formule est simple, compréhensible, mais le problème est qu'elle légitime en pratique le théorème simpliste du Front national : « sortons de l'euro et tout redevient possible ».

Au contraire, une stratégie de rupture et d'extension devrait combiner la rupture avec la mise en avant d'un projet de refondation de l'Europe. Elle peut être illustrée par ce schéma proposé par les auteurs du manifeste *Que faire de la dette et de l'euro ?*²¹ :

- Les « bonnes » mesures sont unilatéralement mises en place comme par exemple le rejet de l'austérité ou la taxation des transactions financières.
- Elles sont accompagnées de mesures de protection comme par exemple un contrôle des capitaux. Cette mise en oeuvre au niveau national de politiques en contradiction avec les règles européennes représente un risque politique qu'il faut prendre en compte. La réponse se trouve dans une logique d'extension, afin que ces mesures (par exemple la relance budgétaire ou la taxe sur les transactions financières) soient adoptées par d'autres Etats membres.

Souveraineté et souverainisme

Derrière ces ambiguïtés, il existe une confusion fondamentale entre souveraineté populaire (ou démocratique) et souveraineté nationale. Il existe pourtant des Etats dictatoriaux et souverains. Il existe toujours aussi la possibilité d'exercer une souveraineté nationale au nom de la souveraineté populaire. Mais ni Zapatero, ni Papandreou n'ont suivi la voie consistant à dire, à chaud : « nous ne pouvons payer la dette et nous cessons de le faire. Discutons ».

²¹ Daniel Albarracín, Nacho Álvarez, Bibiana Medialdea (Espagne), Francisco Louçã, Mariana Mortagua (Portugal), Stavros Tombazos (Chypre), Giorgos Galanis, Özlem Onaran (Grande Bretagne), Michel Husson (France) : « [Que faire de la dette et de l'euro ? Un manifeste](#) », *ContreTemps* n°18, 2013.

Et Hollande a renoncé d'emblée à construire un rapport de forces contre l'ordolibéralisme merkelien en s'appuyant sur les pays du Sud. La question n'est donc pas le degré de « souverainisme » de ces gouvernements, mais leur nature de classe et leur soumission aux intérêts du capitalisme financier.

La vision du monde des partisans de gauche de la sortie de l'euro est au fond simpliste : il y a des entités nationales - qui n'ont pas vocation à se dissoudre dans une identité européenne - soumises à une dictature des marchés qui leur est en quelque sorte extérieure. Et la sortie de l'euro permettrait à elle seule de s'en extraire. Il n'y aurait plus, à l'intérieur de chaque pays ainsi libéré des pressions de la finance, de rupture nécessaire avec le capitalisme, ou au moins avec ses caractéristiques néolibérales. En France, par exemple, les dividendes versés aux actionnaires équivalent à 13 % de la masse salariale. Mais en quoi la sortie de l'euro garantirait-elle que cette ponction redescende à 4 %, comme au début des années 1980 ? On retrouve ici une caractéristique commune aux partisans de l'euro qui font du libre-échange la cause unique des pressions exercées sur la salariat en oubliant les rapports de force internes entre capital et travail²².

La question qui se pose alors est de savoir si le « souverainisme de gauche », dont se réclament les partisans de la sortie de l'euro, peut exister. Cela va de soi pour Lordon²³ : « un souverainisme de gauche se distingue aisément d'un souverainisme de droite, ce dernier se concevant généralement comme souveraineté 'de la nation', quand le premier revendique de faire droit à la souveraineté 'du peuple' ». On a vu que cette distinction reste très floue, faute d'un point de vue de classe consistant à prendre en compte les rapports de force sociaux internes. Mais Sapir va plus loin en refusant cette distinction : « je récuse l'idée qu'il puisse y avoir un souverainisme 'de droite' ou 'de gauche'. Il y a le souverainisme, condition nécessaire à l'existence d'une pensée démocratique et les idéologies qui récusent la souveraineté et donc, *in fine*, la démocratie²⁴ ». Bref, « l'opposition n'est donc pas entre un souverainisme 'de droite' et un 'de gauche'. Il n'y a qu'un souverainisme » et entre les deux conceptions de la Nation, « il n'y a pas fonctionnellement de différence radicale entre les deux à ce niveau de l'analyse ».

Il ne faut donc pas s'étonner que le « souverainisme de gauche » ait du mal à s'affirmer et à se démarquer du souverainisme tout court. Et cela a forcément des effets politiques. Dans sa critique²⁵ du livre coordonné par Cédric Durand, Sapir lui reproche de ne donner « aucune indication sur la possibilité d'un nouveau bloc historique qui pourrait justement porter et une sortie de l'Euro, au niveau national, et une reconfiguration majeure des institutions européennes au niveau international ». Et il esquisse sa propre hypothèse sur ce point : « le 'bloc historique' qui pourrait porter une telle politique est en réalité en voie de constitution. Ce qui n'est pas tranché est de savoir s'il sera hégémonisé par des forces représentant une gauche véritable ou s'il sera hégémonisé par une droite populiste aux tendances bonapartistes ». Ces commentaires sont, encore une fois, révélateurs d'une double contradiction. D'une part, en faisant de la sortie de l'euro un élément central et fondateur de leur projet politique, ses partisans de gauche renoncent en pratique à une « reconfiguration des institutions européennes » contre laquelle, on l'a vu, il font feu de tout bois en la dénonçant comme une illusion abstraite. D'autre part, un tel abandon revient à se priver des éléments de démarcation (le contenu de classe du programme et un autre projet pour l'Europe) qui leur permettraient de pouvoir prétendre à gagner une position hégémonique au sein de ce 'bloc historique en voie de constitution' dont le seul dénominateur commun serait finalement la sortie de l'euro.

²² Sur ce point, voir le débat avec Sapir sur « La [démondialisation en question](#) », *La Revue des Livres* n°1, septembre 2011.

²³ Frédéric Lordon, « [Ce que l'extrême droite ne nous prendra pas](#) », déjà cité.

²⁴ Jacques Sapir, « [Souveraineté et Nation](#) », 11 juillet 2013.

²⁵ Jacques Sapir, « [Europe: un livre et un sondage](#) », 16 mai 2013.

Serge Halimi exprime très bien le besoin d'une démarcation programmatique et le risque couru en la mettant au second rang : « La sortie de l'euro, un peu comme le protectionnisme, s'appuierait par ailleurs sur une coalition politique mêlant le pire et le meilleur, et à l'intérieur de laquelle le premier terme l'emporte pour le moment sur le second. Le salaire universel, l'amputation de la dette et la récupération fiscale permettent de balayer aussi large, voire davantage, mais en tenant à l'écart les convives non désirés²⁶. »

Comblant le vide stratégique

En guise de conclusion, on peut énoncer trois principes d'ordre stratégique qui devraient fonder la politique de la gauche radicale en Europe.

Premier principe : la sortie de l'euro n'est en aucun cas exclue *a priori*, mais c'est une arme dissuasive, destinée à construire un rapport de forces à l'échelle européenne qui ne doit pas être présentée comme la mesure préalable conditionnant toutes les autres.

Deuxième principe : tout projet alternatif doit combiner la rupture unilatérale avec l'Europe réellement existante et la mise en avant d'un projet de refondation coopérative de l'Europe.

Troisième principe : la rupture avec l'eurolibéralisme n'a de sens que si elle se fait au nom d'un programme de rupture avec l'ordre néolibéral à l'intérieur de chaque pays.

L'application de ces principes permettrait d'avancer sur plusieurs fronts et d'abord de fonder la légitimité du projet alternatif sur un double socle, à la fois sur son contenu favorable aux aspirations de la majorité des peuples dans chaque pays, et sur sa dimension coopérative au niveau européen. Le contenu de classe de ce programme permettrait de se démarquer clairement des positions de l'extrême-droite et d'avancer dans la coordination des luttes au niveau européen.

Le manifeste que plusieurs économistes de la gauche radicale européenne ont récemment proposé²⁷ développe une orientation stratégique conforme aux principes énoncés ci-dessus. Elle nous semble constituer une alternative cohérente à ceux qui nous proposent d'oublier l'Europe et de revenir au franc.

²⁶ Serge Halimi, « [Stratégie pour une reconquête](#) », *Le Monde diplomatique*, septembre 2013.

²⁷ [Que faire de la dette et de l'euro ? Un manifeste](#). Voir aussi : Jacques Généreux, *Nous on peut !*, Le Seuil, 2011, et la [résolution sur l'euro](#) du Parti de gauche, 10 avril 2011.